

JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Mercredi 16 avril 2008

L'EUROPE DANS L'EFFERVESCENCE MONDIALE
PRINTEMPS 2008

par Jean-Pierre GOUZY

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris
Président d'honneur de l'Association
des Journalistes Européens

L'extraordinaire richesse de l'actualité depuis le début de Janvier m'a amené – compte tenu du temps qui m'est imparti – à traiter certains dossiers, sans pour autant négliger l'essentiel d'une actualité bouillonnante et débordante :

- La crise financière, économique et alimentaire que traverse notre planète.
- L'explosion des terrorismes, caractéristique de ce début de siècle, comme ce fût le cas pour la guerre froide, entre la fin des années 1940 et le début des années 1990.
- Les tensions rémanentes du Proche et Moyen-Orient, ainsi que l'évolution des événements en Méditerranée orientale.
- La réunion de l'OTAN à Bucarest et la Russie sous le règne d'un aigle à deux têtes.
- Les discordes olympiques révélatrices du vrai visage de la Chine aujourd'hui.
- Enfin, « last but not least », de l'Europe et des premiers remous suscités par le projet « d'Union pour la Méditerranée » à l'approche de la présidence française.

L'ECONOMIE MONDIALE EN CHUTE LIBRE

Premier dossier majeur : l'économie mondiale en chute libre : où en sommes-nous ?

Quatre grandes questions méritent réponse :

- a) Etat des lieux et prévisions : où en sommes-nous ?
- b) Crise financière et métastases économiques : quel diagnostic ?
- c) Inflation et pénuries alimentaires : quelles conséquences ?
- d) Quelle analyse faisons-nous de la crise ou du moins de certains de ses aspects majeurs ?

A – Etat des lieux et prévisions : où en sommes-nous, tout d'abord ?

Procédons d'abord à l'exposition d'une sorte de « digest » des données comparatives en notre possession à ce jour, même si ces données fournies, entre autres, par le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'Eurostat de la Commission européenne, les statistiques de la BCE et des analystes des grandes banques ne sont pas particulièrement digestes...

– Primo : la croissance mondiale chute en 2008. Selon les toutes dernières estimations, elle serait de 3,7 points contre 5,1 dans les premières prévisions. Elle a atteint 4,9 points en 2007.

- En France, la prévision de croissance serait ramenée à 1,4 points contre 2,25 dans les projections budgétaires initiales du gouvernement et 1,7 à 2 selon ses perspectives rectifiées fin Mars. Rappelons que notre croissance a plafonné déjà à 1,9 en 2007. De plus, à en croire les augures des organisations internationales, le PIB 2009 serait légèrement inférieur encore à celui de 2008 (les prévisions de croissance à long terme n'ont cependant qu'une valeur indicative). Les prévisions pour la zone euro, pour 2008, sont les mêmes que pour la France : 1,4 points. En 2007, la zone Euro avait enregistré une croissance de 2,6 %
- Aux Etats-Unis, la croissance pourrait être réduite à 0,5 % pour l'ensemble de l'année en cours mais, selon l'OCDE, elle atteindrait encore 1,4 %. Le premier semestre connaîtrait une phase récessive.
- Au Japon, elle ne dépasserait pas 1,4 points, selon le FMI ; 1,6 selon l'OCDE.

- En Chine, d'après la Banque mondiale, l'augmentation du produit brut serait ramenée à 9,4 % contre 11,4 % record absolu en 2007. La croissance chinoise interpelle le monde entier : 53 % en cinq ans (2003/2007) ! Qui dit mieux ?
- Dans les pays de l'Asie du Sud-est, elle serait, en 2008, selon la banque mondiale de l'ordre de 7,3 points.
- En Grande Bretagne, selon la Confédération patronale britannique, la croissance serait plafonnée, en 2008, à 1,8 points et selon l'OCDE d'encre 2,4 points, alors qu'elle était de 2,9 points en 2007 (Eurostat).
- En Allemagne, selon la Commission européenne et la Bundesbank, le taux de croissance serait en 2008, de 1,6 points, voire de 1,2 selon le FMI.
- En Italie, elle n'atteindrait pas un point en 2008, 0,7 mais 1,1 selon l'OCDE. Le nouveau gouvernement italien aura fort à faire.

Enfin, les pourcentages prévisionnels de croissance sont en baisse pour 2008, par rapport à 2007 au Moyen-Orient.

La chute – si elle est inégale – serait donc quasi globale au cours de l'année 2008. Dans la mesure où se profilent des projections économiques fiables, la reprise pour 2009, s'annonce lente et poussive.

L'élément le plus important nous vient des Etats-Unis : l'économie américaine sera en « contraction », au cours du premier semestre 2008.

- Autre caractéristique de 2008 : la reprise de l'inflation, également un peu partout dans le monde : 3,6 % officiellement, en Mars, dans la zone Euro d'une année sur l'autre. En fait, pour la seule France, selon la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, elle est estimée à 4,69 % entre Février 2007 et Février 2008, frappant de manière privilégiée les produits alimentaires. Les personnes à bas revenus (700 € et moins, par mois) seront particulièrement vulnérabilisées. Des hausses salariales sans rapport avec la productivité, sont observables ici et là, afin d'éviter une généralisation des manifestations sociales, provoquées par de fortes baisses du pouvoir d'achat. Or, rien n'est plus redoutable qu'une spirale inflation – salaires qui se développe.
- La hausse des produits de l'énergie a joué le rôle de déclencheur : le 19 Février dernier, le pétrole a atteint 100 dollars/baril. Il battait un nouveau record historique avec 110 dollars/baril, le 12 Mars. Depuis lors, ses cours sont un peu descendus avant d'enregistrer de nouveaux records, avec la cotation du baril (de Light sweet Crude) à 112 dollars,48 cents, le 11 Avril à New-York. Et encore, aux dernières nouvelles, 113 dollars, 99 cents. En fait, 114 points.
- En réalité, dans ce « combat de brut », nul ne veut lâcher sa mise : les pays producteurs qui n'ont, pourtant, jamais été plus riches, surtout au Moyen-Orient où ils disposent de montagnes de dollars qu'il engrangent dans leurs fonds souverains ; les compagnies pétrolières dont les bilans annuels n'ont jamais été plus florissants ; les Etats qui imposent les taxes fiscales juteuses au bout de la chaîne – les uns et les autres se fichent éperdument jusqu'ici des utilisateurs.
- La chute du dollar, conséquence notamment de la crise des « subprimes » fait, par ailleurs, que l'Euro atteint désormais des sommets – citons celui de 1,59 dollars pour 1 Euro, le 10 Avril ; autre record historique provisoire.

B – Crise financière et métastases économiques

La crise américaine des subprimes qui a éclaté en fin de l'année dernière n'est pas encore vraiment terminée, mais pour l'essentiel, elle s'est transformée en crise économique.

En premier lieu, non seulement, elle a laminé une partie du système bancaire américain, mais elle a eu des conséquences dommageables pour plusieurs « poids lourds » bancaires outre-atlantique.

Ainsi, Citigroup, Banque leader à Wall Street, qui avait déjà dévalorisé ses actifs de 6 milliards de dollars au troisième trimestre 2007, a dû faire face à une deuxième dépréciation de l'ordre de 18 milliards de dollars, ses actifs ayant été très malmenés par le Krach des crédits immobiliers à risque aux Etats-Unis et la crise de confiance qui en fut la conséquence. Les pertes de Citigroup, au quatrième trimestre 2007, avaient atteint, en effet, près de 10 milliards de dollars. La banque a été renflouée par le sultanat arabe d'Abu Dhabi qui dispose d'un « fonds souverain » conséquent, mais aussi, par l'Etat de Singapour, la Kuwait Investment Authority et l'Etat du New Jersey aux Etats-Unis. Comme on le voit, un cocktail digne de la mondialisation en marche.

Dans le même temps, le Groupe bancaire Merrill Lynch a levé 6,6 milliards de dollars auprès du Fonds sud-coréen Korean Investment Authority, ainsi que d'une banque japonaise. En Décembre 2007, Merrill Lynch avait déjà obtenu un premier crédit de 5 milliards de dollars de l'Etat de Singapour.

Citigroup et Merrill Lynch sont dans le peloton de tête des grandes banques des Etats-Unis. Devant cette situation et la fragilisation d'autres banques frappées par la même crise de confiance, à l'origine de blocages en chaîne des circuits du crédit, la banque centrale américaine a décidé d'intervenir pour encourager ses consœurs à se reprêter des liquidités. Plus précisément, elle a joué un rôle décisif dans le renflouement de la cinquième banque d'affaires de Wall Street (« Bear Stearns »), victime d'une dépréciation sur les crédits subprimes s'élevant au moment de l'opération de sauvetage à 3,2 milliards de dollars.

Bref, quelle est l'ampleur exacte, au moins approximativement, de la débâcle bancaire générée par l'effondrement des crédits hypothécaires à risques « subprimes » ? Selon l'autorité allemande de contrôle du secteur bancaire, la Ba Tin, « dans le pire des cas », il s'agirait de 600 milliards de dollars, il y a quelques semaines seulement. Or, voici que le FMI a évalué, le 8 Avril, à près 1.000 milliards de dollars (945 exactement), le coût de la crise. Une paille n'est-ce pas ?

. En France, la douche d'eau froide des subprimes a affecté le Crédit agricole, la Société générale, Natixis et BNP, pour respectivement 4.100 millions d'Euros : 2.900 , 1.400 et 1.200. Autre fait notable, la première banque suisse et troisième banque européenne par son importance – UBS – a dû procéder, début Avril à une recapitalisation de 15 milliards de francs suisses, après une première de 13 milliards en Février. Il lui faut, elle aussi, faire face à une dépréciation d'actifs consécutive à la crise des subprimes qui n'atteint pas seulement, comme on le croit souvent, les seules banques américaines. Ainsi, les dépréciations et provisions dues à la crise financière ont affecté, non seulement l'U.B.S., mais le Crédit suisse, les banques françaises déjà indiquées, Bradford et Bingley, la Canadian Impérial, la Deutsche Bank, Mizuho financial group, la Barclays, la Royal Bank of Scotland, Fortis, etc...

Aujourd'hui, la crise financière a généré une crise économique. Les marchés du crédit sont fragilisés. Ceux des matières premières ont battu également des records en Février et Mars. Ceux des principaux produits agricoles ont suivi.

La poussée inflationniste est d'ailleurs globale. Ainsi, la Chine de plus en plus immergée dans le processus de mondialisation bat des records elle aussi (11,4 % en Mars dernier).

Les déficits, eux, se portent bien : celui du budget américain devrait dépasser 500 milliards de dollars pour l'année fiscale se terminant en Septembre prochain, selon la banque Goldman Sachs. Pour les conjoncturistes, ce déficit s'aggraverait encore en 2009. En France, la dette s'est

accrue (62,4 % du P.I.B. après 63,6 fin 2006) et le déficit public a atteint 2,7 points contre 2,4 initialement prévus, malgré les engagements pris avec Bruxelles.

Seuls les taux de chômage restent relativement sages au moins dans la zone euro : 7,1 % en Février, inchangé par rapport à Janvier 2008, contre 7,6 % en Février 2008. Aux Etats-Unis, à la même date, le pourcentage de chômeurs atteindrait 5,1 %.

C – Inflation et pénuries alimentaires : quelles conséquences ?

Parallèlement, l'inflation a accéléré partout dans le monde dopant depuis 2007, les prix de l'alimentation à la production, puis à la consommation.

L'augmentation de la demande des nouveaux géants (la Chine, l'Inde, le Brésil) ; celle de la population mondiale qui passera de 6,5 milliards d'humains à 9 milliards au milieu du siècle ; l'attractivité récente des biocarburants ; la sécheresse croissante de certaines zones du fait du réchauffement... Tous ces facteurs ont été conjointement stimulés par les désordres économiques et monétaires de la planète.

Les flambées des prix du pétrole, celle des matières premières industrielles ont été rejointes, notamment par celles des prix des céréales. Pour schématiser, citons : le blé au nord, le riz au sud, mais aussi, les prix du soja, du lait, du cacao, du café, du maïs, du colza, de l'huile de palme. Dans l'ensemble, selon la FAO, les prix des matières premières agricoles ont fait un bond de 40 % au cours de la seule année 2007 et cette poussée s'est poursuivie au rythme de 45 % en neuf mois.

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoelick a parlé de l'urgence d'un « new deal » alimentaire pour éviter des troubles sociopolitiques graves et des violences dans une cinquantaine de pays. Effectivement, nous avons eu ces dernières semaines des « émeutes de la faim » au Cameroun, au Bengale, en Bolivie, en Côte d'Ivoire, en Egypte, en Inde, en Indonésie, en Haïti et encore au Sénégal, etc.. Nombre de gouvernements ont été surpris par la soudaineté des événements. Dans certains pays du sud, 80 % des gens consacrent les ressources dont ils peuvent disposer à la nourriture. La brutalité de l'inflation alimentaire les a atteints de plein fouet. En Europe, certaines vases des étiquettes restées sans explications valables, dans les super et les hypermarchés ont fait scandale.

Il s'agit donc de rationaliser et d'encadrer la demande mondiale ; de frapper la spéculation ; d'organiser l'aide alimentaire et de réorienter, en Europe, les grands axes de la PAC où, du fait de la demande mondiale, les prix des céréales à la production auraient augmenté, selon Eurostat, de 46 % ; de 21,9 % pour les oléagineux, etc...

Quoi qu'il en soit, pour les raisons évoquées et d'autres encore, nous sommes en face d'un nouveau défi mondial : une production alimentaire qui s'accroît moins vite que la demande.

D – Quelle analyse faisons-nous maintenant de cette crise ?

Premier constat : la crise des subprimes est bien celle des « excès d'endettement ». Elle a enclenché la défiance générale à l'égard du système financier incarné, en premier chef, par les USA. Elle a relayé et stimulé la soif, essentiellement asiatique, pour le moment, de matières premières ; boulimie favorable à l'explosion toujours latente de l'inflation dans le monde et, au bout du compte, à un abaissement de la croissance.

Dans ces conditions, on comprend la bonne intention de M. Paulson, l'actuel Secrétaire d'Etat américain au Trésor quand il veut revoir intégralement le système de régulation financière des Etats-Unis. Le même souci devrait animer les Européens, mais, comme toujours, les 27 compères qui composent l'Union européenne, chaque fois qu'ils sont appelés à ouvrir un nouveau chantier, donnent l'impression de marcher sur des œufs. A Brdo, en Slovénie, où ils se sont réunis le 7 Avril, nos ministres des finances, ont néanmoins entamé un long processus de renforcement de supervision financière, mais toujours dans une vision de concertation et de

coopération, sans, apparemment, jamais se poser la question de la pertinence potentielle d'un système européen intégré.

Ainsi, un long consensus s'est dégagé pour prendre en compte la dimension européenne des autorités nationales de supervision ; « travailler en vue d'une convergence de la supervision européenne » ; « renforcer la coopération au sein des comités européens des régulateurs nationaux dans les secteurs bancaires, des valeurs immobilières, des assurances ». C'est ce qu'on appelle une quête de pragmatisme consensuel.

Reste à traduire concrètement dans les textes ces résolutions précautionneuses, alors que ni la proposition du Commissaire européen, Mc Grévy (la création d'agences européennes de contrôle avec la personnalité juridique), ni la suggestion du ministre des finances de Hongrie, Ferenc Gyucsani (une autorité européenne de supervision basée sur le modèle de la Banque centrale européenne) n'ont été retenues. Sur le plan international, les ministres des finances et gouverneurs des pays les plus riches du monde, réunis à Washington le 11 Avril, ont mis en demeure les banques de publier leurs pertes dans les 100 jours.

Deuxième constat : nous faisons face à une mondialisation non régulée qui s'accélère. Nous sommes devant un système où la chute du dollar et des actifs financiers a alimenté une flambée historique du pétrole ; où la part de l'Euro augmente lentement en conséquence, mais aussi un système toujours conçu autour de l'hyper puissance américaine, qui demeure quoi qu'on dise, même si elle n'est plus aussi absolue qu'elle l'a été.

Il en ira ainsi tant que l'Europe ne sera pas, elle aussi, au centre du système monétaire mondial. Quand l'Euro ne sera plus la préfiguration d'une puissance politique, mais l'expression même d'un potentiel de puissance enfin installé dans le domaine de la politique extérieure et de la défense. Ce n'est pas pour demain ? Du moins, il faut savoir ce que nous voulons et y tendre avec des idées moins filandreuses que celles qui caractérisent, d'une manière générale, nos gouvernements européens dès qu'il s'agit de l'apprentissage de l'exercice en commun de la souveraineté.

Troisième constat : les planètes financière, économique, politique qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, évoluent dans un contexte d'incertitudes considérables, malgré toutes les techniques et technologies prévisionnelles sophistiquées dont nous pouvons disposer et qui ne cessent de s'affiner. Nous assistons à de gigantesques transferts de richesse, notamment nord-sud, à un rythme accru dont les cours pétroliers qui ont décuplé depuis le début de ce siècle, sont un symbole. L'OPEP a récolté, ainsi 558 milliards de dollars en 2007 contre 200 milliards en 2002. Pour partie, ils alimentent de manière croissante des fonds souverains, en tête desquels ceux du Golfe Persique (Arabie saoudite, Koweït, Barhein, Qatar, Dubaï, Abu Dhabi, etc..). Ces fonds souverains auraient pesé 3353 milliards de dollars en 2007, mais pourraient d'ici 2015 en accumuler quatre fois plus. Ils permettent à des pays émergents de détenir d'énormes masses de réserves financières alimentées par leurs excédents commerciaux (pays du Golfe, mais aussi Chine, Corée du Sud, Singapour).

Notre objectif en rappelant ces données, est de souligner une évidence : la gouvernance mondiale actuelle qui a été formatée à la fin des années 1940, au sortir de la deuxième guerre, elle-même, mondiale, n'est plus adaptée aux défis du monde contemporain. Il serait donc temps d'en prendre pleinement conscience et d'en tirer les conséquences. Ce devrait même être aujourd'hui l'objectif majeur de notre propre Europe en formation.

Quittons maintenant les variations erratiques, les bulles financières, les cours volatils, le domaine souvent nébuleux que se partagent les découplages conjoncturels, les chocs structurels, les alternances cycliques dont il faut pourtant nous informer et concentrons notre attention pendant le temps nécessaire, sur les points sensibles, et parfois chauds de la planète.

L'EXPLOSION DES TERRORISMES

Les huit premières années de notre XXI^{ème} siècle ont été profondément caractérisées par l'explosion des terrorismes, subsidiairement des actes de piraterie, dont les acteurs sont essentiellement des groupes radicaux motivés par des idéologies ethnico religieuses, mais aussi des bandes mafieuses, notamment autour des trafics de drogue. La frontière entre les premiers et les secondes sont d'ailleurs incertaines et s'interpénètrent souvent.

- Ces huit dernières années, à ces divers titres, les actes terroristes ont frappé en Europe Occidentale de grands pays, comme la Grande-Bretagne et l'Espagne, notamment à Londres (56 morts, 700 blessés), à Madrid (191 morts et 1500 blessés) essentiellement dus à Al-Qaida qui a commencé à se manifester en 1993 et 1996, pour « s'épanouir » dans la terreur du 11 Septembre 2001, aux Etats-Unis (3829 morts) contre le World Trade Center et le Pentagone, notamment. A quoi s'ajoute pour l'Europe - mais dans des proportions incomparablement plus faibles - le terrorisme ethnique encore sanglant au pays basque et plus accessoirement en Corse, de même que ce fut le cas, avant l'arrêt des combats entre catholiques et protestants en Irlande du Nord, le 10 Avril 1998.
- Selon une communication d'Europol, du 7 Avril dernier, le nombre des tentatives terroristes, sans parler des arrestations liées à de telles activités, est en augmentation : 24 % de plus en 2007 qu'en 2008. Soit 517 actes attribués à des groupes séparatistes agissant en France et en Espagne, même si, dans la grande majorité des cas, ils n'ont provoqué que des dégâts matériels. 201 suspects interpellés l'ont été, par ailleurs, pour le « Djihad », en relation avec les conflits en Irak et Afghanistan, mais également en rapport avec le terrorisme somalien ou pakistanais.
- En Afrique, en Orient, en Asie du Sud-est, le seul terrorisme imputé directement à/ou inspiré par Al-Qaida et divers groupements de l'islamisme radical est éloquent. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.
En Afrique, pour la période 1997/2007, le Maghreb a été frappé (au moins 174 tués, plusieurs centaines de blessés) et le fléau tend à se répandre dans le Sahel ; le Kenya, la Tanzanie (Nairobi - Dar es Salam) également, en leur temps, avec 257 morts et plusieurs milliers de blessés, sans parler de la Somalie dans une guerre civile qui implique l'Ethiopie (mais là, on ne dispose pas de chiffres fiables) ; l'Egypte aussi, qui a été concernée par l'attentat de Charm El-Cheikh : 88 morts et 700 blessés en 2005.
- Au Proche et Moyen-Orient, les chiffres communiqués - hors conflits Israélo - palestinien, irakien, libanais, et bien évidemment afghan, où les attentats terroristes se comptent par milliers, mais qu'on peut considérer comme de véritables zones de guerre, les pays suivants ont été durement frappés : la Turquie ; l'Arabie Saoudite ; le Yémen ; la Jordanie ; l'Inde, avec en particulier, les explosions de Bombay en Juillet 2006 (200 tués, 700 blessés) ; les Philippines (116 tués dans un seul attentat à Manilla Bay) et l'Indonésie (238 tués, 530 blessés au cours de trois attentats successifs). Objectif final : promouvoir, partout où c'est possible, la terreur en tant « qu'art de frapper », pas seulement les personnes, mais plus encore, les esprits. Deux grandes techniques sont couramment utilisées : la voiture piégée et les Kamikazes.
- Au titre des grandes zones de terrorisme dont le fondement est d'origine ethnique ou ethnico-religieuse, il faut également mentionner non seulement la Russie caucasienne et ses abords, le conflit tchéchène ayant essaimé jusqu'à des temps récents (2000/2005) en Kabardo-Balkarie, en Ossétie du Nord (notamment à Beslan où on décompta 332 tués dont

plus de 200 enfants en 2004), en Ingouchie, au Daghestan ; mais aussi la Russie elle-même, notamment à Moscou où on se rappellera longtemps la cruelle mésaventure survenue à 800 personnes prises en otage dans un théâtre par un commando tchéchène (129 otages furent tués).

Dans le même registre, on peut rappeler dans une toute autre partie du globe, la guerre inter-ethnique qui a ensanglanté cette belle île de l'Océan Indien, qu'on appelle Ceylan, ou Sri Lanka depuis 1983, où les « tigres tamouls » (hindouistes) s'opposent par les armes aux cinghalais (bouddhistes). Ce serait « l'un des conflits les plus meurtriers de la planète », les attentats suicides succédant aux attentats suicides depuis vingt-cinq ans. Selon les estimations, ils auraient fait 55.000 à 70.000 tués.

Autre zone de terrorisme ethnique, durable et également sanglante : celle qui oppose les turcs et les kurdes, notamment sous l'impulsion du P.K.K., d'origine marxiste. Depuis 1984, le PKK a ses bases arrières en territoire autonome kurde irakien, dans les forteresses naturelles que sont les Monts Kandil. La dernière intervention de l'armée turque s'est produite en Février dernier. Mais, par ailleurs, le PKK a multiplié les attentats au gré des circonstances en Turquie même, au nom d'un peuple kurde installé non seulement dans une partie de l'est ottoman, mais au nord de l'Iran, et dans une partie du nord-est syrien. La langue kurde s'apparente à celle du groupe « iranien » (indo-européen) et non du groupe « altaïque » comme les turcs.

- Enfin, parfois, comme en Colombie, la guérilla terroriste survit grâce à d'intenses trafics de drogue, tout en se revendiquant, comme d'autres guérillas latino-américaines, dans le passé, du marxisme-léninisme. Sans la cocaïne, les groupes terroristes des FARC en lutte depuis des décennies contre le gouvernement légal seraient dans l'incapacité de détenir – à peu près indéfiniment – des otages comme la malheureuse Ingrid Betancourt. Selon le vice-président colombien, Francisco Santos, parlant à Genève devant la conférence sur le désarmement de l'ONU : « les FARC (Forces armées révolutionnaires) « négocieraient » même actuellement, « l'achat de matériaux radioactifs, matière première des armes sales de destruction massive » Voire... quoi qu'il en soit, la coca (25 à 30.000 dollars le kilo, sur le marché colombien) est revendue 600.000 dollars en Europe. C'est un trafic plus que fructueux. Comme on estime à 650 tonnes par an, la production colombienne de coca, il est aisé d'estimer les enjeux et la nature du narco terrorisme.

En Afghanistan, par ailleurs, comme on le sait, la culture du pavot est plus prospère que jamais pour des motifs aussi inavouables que ceux qui inspirent le narcoterrorisme de Colombie.

- Reste une dernière catégorie de terrorismes mafieux : celle de la piraterie maritime qui sévit dans de vastes zones au nez et à la barbe, si je puis dire, des flottes occidentales dans la mer des Antilles, au large du Pérou, dans le Golfe de Guinée et au large de l'Angola, mais aussi dans le détroit de Malacca, puis au large de l'Indonésie, des Philippines, en mer de Chine, dans le golfe de Bengale, et plus encore dans le golfe d'Aden, au large des côtes somaliennes où il n'existe même pas l'apparence d'un Etat de droit, jusqu'au détroit de Mozambique dans l'Océan indien. La récente prise en otage de l'équipage du « Ponant » a mis en lumière l'actualité de la piraterie intense qui sévit dans certaines régions du globe où les abordages criminels se sont multipliés malgré la présence de bases militaires américaine et française à Djibouti. En ce moment même, en Tanzanie, une conférence se propose de s'attaquer au fléau qui s'est traduit par 263 actes de piraterie l'an dernier.

Par ailleurs, dans l'Union européenne, le coordinateur européen de la lutte antiterroriste, le belge Gilles de Kerchove, fait un excellent travail à Bruxelles, par exemple, en assurant la promotion d'unités nationales de coordination de la lutte antiterroriste. Par exemple, en suggérant de confier à Europol l'analyse des messages diffusés par les diverses mouvances

terroristes sur le web. Celles-ci ne disposeraient pas moins de quelques 2500 sites. Malheureusement les prérogatives de notre premier « M. Terrorisme » européen restent très limitées. Il peut prendre des initiatives en matière de coordination ; il peut aussi demander des explications aux Etats membres, mais ceux-ci ont le droit de ne pas lui répondre. Nous sommes encore loin, comme on le voit, de la création d'une véritable Autorité européenne commune dont le rôle serait pourtant crucial dans un domaine aussi sensible.

Les mêmes balbutiements européens – je le signale d'ailleurs au passage – sont observables dans un autre domaine clé – celui des politiques migratoires. La Commission européenne a annoncé, le 11 Mars, le lancement à l'automne prochain d'un Centre européen des politiques migratoires, mais seulement en tant que centre de recherches destiné à adresser des recommandations « réalistes » en vue d'orientations futures de l'Union européenne sur le sujet. Le Centre s'installera à Florence

- Un dernier point doit être enfin abordé dans ce chapitre : la relation entre l'expansion du nucléaire et le terrorisme. La diffusion nucléaire étant la conséquence directe de l'envolée des hydrocarbures.

Dans un récent article, Joschka Fischer, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder, en Allemagne, rappelait un certain nombre d'évidences concernant le mélange des genres en matière nucléaire.

L'héritage de la guerre froide fait que les arsenaux nucléaires de la Russie et surtout des Etats-Unis, sans oublier la Chine, la Grande-Bretagne, la France et *-in partibus-* Israël représentent largement de quoi faire sauter plusieurs fois la planète. Ceci pour mémoire, même si personne n'y songe ; même si des nouveaux venus les ont rejoints, tels que l'Inde et le Pakistan, ou se trouvent sur le pas de la porte du club atomique militaire : la Corée du Nord et l'Iran, entre autres.

Certes, nous sommes là hors du champ d'action du terrorisme à proprement parler, même si l'arme atomique est le symbole le plus abouti de la terreur depuis Hiroshima et Nagasaki. Mais, par ailleurs, il y a aussi lieu de se préoccuper sérieusement de la prolifération illégale de la technologie nucléaire militaire (qui, *via* le Pakistan, a déjà profité à la Corée du Nord et à l'Iran) ; des conséquences, aussi, pour la sécurité de tous, de l'augmentation d'ores et déjà en cours du nombre de puissances nucléaires petites ou moyennes et de la prolifération concomitante de technologies impliquant des risques militaires.

« L'utilisation d'armes nucléaires par des terroristes, écrit Joschka Fischer, représenterait non seulement une catastrophe humanitaire majeure, mais elle risquerait de faire basculer [à son tour] le monde dans une véritable guerre nucléaire ».

Certes, ne sombrons pas dans le catastrophisme, mais il est vrai que le TNP – « véritable socle de la paix pendant trois décennies » – ne répond plus, aujourd'hui que très imparfaitement aux nouveaux besoins de la sécurité mondiale.

Encore un sujet de réflexion pour l'Union européenne en formation, dont le premier devoir devrait être, me semble-t-il, de se préoccuper de la sécurité des centaines de millions de femmes et d'hommes qui la composent, dans un univers tissé d'incertitudes.

LA SURCHAUFFE ORIENTALE

La surchauffe orientale qui ne laisse ni trêve, ni répit.

► Entre Israël et Palestine, nous observons une triste routine : le Hamas continue à faire la pluie et le beau temps, dans la bande de Gaza dont il s'est emparé par la force le 15 juin 2007,

affaiblissant encore un peu plus l'Autorité palestinienne. A partir de mi-janvier, Israël a réagi contre la multiplication des tirs de roquettes, par des raids militaires et en accentuant un blocus déjà très dur pour les populations civiles qui n'en peuvent mais. La situation humanitaire et sanitaire a donc continué à se dégrader. C'est la pire – dit-on – depuis 1967.

Le « processus de paix » a été officiellement relancé et les attaques palestiniennes en Cisjordanie se sont faites discrètes, mais sur le terrain rien n'a changé, qu'il s'agisse des colonies, des « check points » ou des opérations de contrôle militaire israéliennes. Après la visite, les 4 et 5 mars de Condoleeza Rice, secrétaire d'Etat américaine à Ramallah, il y a encore eu 125 tués palestiniens dans la bande de Gaza, tandis que huit jeunes d'une école talmudique étaient abattus et onze autres blessés par balle à Jérusalem. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a condamné et les raids israéliens à Gaza et les meurtres de Jérusalem à propos desquels le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni d'urgence, mais sans rien décider vraiment !

Rappelons que l'état d'Israël aura soixante ans le 14 mai prochain. Au moment de l'indépendance proclamée par Ben Gourion en 1948, il réunissait 720 000 habitants dont 600 000 juifs et 120 000 arabes. Malgré les guerres, il compte désormais 7,3 millions d'habitants dont 1,5 millions d'arabes. Israël est, par ailleurs, le pays le plus démocratique de cette partie du monde, avec des alternances politiques normales. Il dispose d'un potentiel nucléaire susceptible d'assurer son ultime sécurité. Mais, avec l'appui de l'Iran, le mouvement chiite libanais « Hezbollah » disposerait aujourd'hui, selon les services de renseignements hébreux, de roquettes perfectionnées d'une portée d'environ 300 kilomètres, susceptibles d'atteindre les installations stratégiques israéliennes de Dimona, ville isolée du sud du pays. C'est – il faut s'en souvenir – ce même Hezbollah qui a tenu en échec l'armée israélienne au cours de l'été 2006. On redoute donc, malgré la présence des forces internationales de l'ONU dans le sud Liban un nouveau clash, et ce malgré les garanties occidentales.

Le problème d'Israël, à mon sens, est d'arriver, *nolens volens*, à un accord politique avec Mahmoud Abbas, l'actuel président palestinien pour la simple raison qu'il s'agit d'un modéré. S'il n'y parvient pas, son environnement hostile à forte progression démographique deviendra – pour la survie de l'Etat hébreu et la communauté internationale – un facteur grandissant d'insécurité et de préoccupation.

► D'Israël passons au Liban. Le pays reste politiquement paralysé. La présidence de la République reste vacante depuis le 24 novembre dernier ; les « pro-syriens » et les « anti-syriens » – essentiellement les chrétiens et les druzes – n'étant pas parvenus depuis lors à désigner un successeur au président précédent, Emile Lahoud.

Pour le reste, notamment à propos d'Israël, la Ligue arabe campe sur ses positions traditionnelles : paix totale avec l'état hébreu en échange d'un retrait complet des territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem Est et le Golan syrien.

► En Asie mineure, maintenant, la problématique turque n'a pas évolué non plus de façon satisfaisante, du moins à nos yeux.

Le parti de la justice et du développement (l'AKP qui constitue l'essentiel de la majorité du chef du gouvernement, M. Erdogan), s'est vu menacé d'une procédure d'interdiction pour activités anti-laïques visant à transformer la Turquie en un Etat islamiste. Le procureur de la Cour de cassation turque a présenté le 14 mars dernier un réquisitoire de 162 pages sur ces sujets à la suite de la décision gouvernementale de lever l'interdiction du port du voile sur les campus universitaires. Décision qui a, bien entendu, suscité l'ire de tous ceux qui se réclament de l'héritage laïc de Kémal Ataturk. La Cour constitutionnelle turque a donné raison au procureur général. Les rapports avec Bruxelles où se négocie l'adhésion turque à l'Union européenne se sont d'ailleurs tendus récemment même si le président de la Commission, M. Barroso, vient

d'être reçu avec tous les honneurs dus à son rang lors de sa récente visite à Ankara. D'où l'utilité de savoir dérouler sans lésiner les tapis rouges dans les circonstances appropriées.

► Dans l'île de Chypre voisine, divisée depuis l'intervention militaire turque de juillet 1974, il existe deux Etats

- le premier internationalement reconnu, la République de Chypre, essentiellement grecque, membre de l'Union européenne,
- l'autre, reconnu par la seule Turquie, et essentiellement turque par sa population : 700 000 habitants d'un côté, 220 000 de l'autre.

Des élections présidentielles récentes, dans la partie hellène ont permis au leader du parti communiste local, Demetris Christofias, qui avait mené une campagne électorale axée sur un compromis avec les chypriotes turcs, d'être élu en février dernier. Cependant, M. Christofias a bien précisé que le but principal de sa présidence était de « mettre fin à l'occupation illégale du nord de Chypre par la Turquie ». Jusqu'à maintenant un seul élément du programme de M. Christofias s'est concrétisé : l'ouverture d'un passage symbolique à Nicosie, dernière capitale divisée d'Europe par une ligne de démarcation. Six autres points de passage ont été ouverts ces dernières années. On va donc reprendre langue, mais Ankara reste très ferme sur ses positions : 40 000 militaires et 150 000 colons turcs sont sur place pour en témoigner, après 34 années de partition de l'île qui fut, tour à tour, grecque, phénicienne, égyptienne, assyrienne, perse, romaine, byzantine, puis cédée à la Maison de Lusignan, vénitienne avant de devenir turque, puis provisoirement britannique, puis grecque à nouveau, et enfin partagée de force entre chypriotes grecs et chypriotes turcs, avec intervention militaire de l'armée d'Ankara. Etrange destin que celui de Cypros, merveille de la nature, écartelée entre l'Europe et l'Asie mineure.

► La surchauffe orientale, par ailleurs, se traduit toujours dans les vastes zones d'affrontements de l'Irak, de l'Afghanistan, du Pakistan, au cœur desquelles l'Iran chiite d'Ahmanidejad affirme ses ambitions nucléaires.

En Irak comme en Afghanistan et au Pakistan, les attentats islamistes sont quotidiens. A Bagdad, le gouvernement mis en place par les Américains ne se maintient plus que grâce à la présence de leurs forces.

A Kaboul, celui de M. Karzaï, ne contrôle guère que la capitale et ses environs immédiates, ou encore les zones investies par les contingents de l'OTAN.

A Islamabad, capitale pakistanaise, le nouveau gouvernement et la présidence ont encore la chance d'être préservés par une armée nationale formée à l'Occidentale avec l'appui des Etats-Unis.

► Les Etats-Unis, tout d'abord, ont dépassé, le 28 mars dernier, le cap de leur cinquième anniversaire de guerre. Au moins, 4 000 boys ont été tués, sans parler de 30 000 blessés dont un tiers d'amputés. Les britanniques ont perdu 175 hommes en Irak ; les autres alliés, 133. Quant aux pertes irakiennes, elle sont à vrai dire inchiffrables. Une source aussi peu suspecte d'impartialité que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a fait état d'au moins 151 000 morts. D'autres ont réduit leurs estimations à un peu plus de 130 000, mais l'hebdomadaire médical « Lancet » a parlé en 2006 de 600 000 morts violentes...

Plus de deux millions d'Irakiens ont fini par se réfugier dans les pays voisins – dont l'essentiel de la communauté chrétienne de cette terre biblique qui, paradoxalement, vivait protégée au temps de Saddam Hussein. Chaque jour des chrétiens sont assassinés, comme cet archevêque de Mossoul dont le cadavre a été découvert dans une région désertique le 13 mars dernier. Entre les communautés Chiite et Sunnite, les tensions demeurent très vives. Cependant, on a appris le 30 mars que les milieux sadristes avaient reçu l'ordre de cesser le combat et on a su début avril qu'un accord entre représentants des factions chiites irakiennes avait été obtenu à

Qom, quartier général du pouvoir religieux iranien, sous la houlette du chef des brigades Al Qods du corps des Pasdarans, le général Suleimanie.

Certes les Américains ont aussi à leur actif un élément positif : ils ont formé 160 000 soldats, irakiens même si ceux-ci sont encore incapables de sécuriser seuls le pays. Certes, le commandant en chef des troupes américaines et alliées, le général quatre étoiles Petraeus est un remarquable militaire qui a l'oreille du Congrès. Mais, il ne peut pas faire de miracles. C'est pourquoi, il demande le maintien du contingent américain sur place. C'est pourquoi aussi le retrait partiel des 4 000 soldats britanniques retranchés dans la zone de l'aéroport de Bassorah a été renvoyé à des temps meilleurs. Le contingent américain, quant à lui (élections présidentielles obligent) pourrait être ramené de 158 000 à 140 000 hommes au cours de l'été.

► En Afghanistan, la guerre menée par les talibans adossés aux zones tribales pakistanaises pratiquement incontrôlées et durablement incontrôlables, notamment du Waziristan, se poursuit non seulement contre l'armée américaine mais aussi contre les forces de l'OTAN parmi lesquelles 7800 Britanniques, 3200 Allemands, 2800 Italiens, 2500 Canadiens, 1650 Français qui vont être renforcés par près d'un millier d'hommes, 1100 Polonais, 1700 Australiens (pays qui ne fait pas partie de l'OTAN et se trouve bien loin de l'Asie profonde !). Sans parler, d'autres petits contingents alliés et des forces gouvernementales afghanes qui seraient incapables par elles-mêmes de contrôler la situation sur un terrain talibanisé appelé à servir de base d'attaque et de repaire-refuge à Al Qaida. Près de 500 Américains ont été tués depuis le début des combats qui ont coûté la vie à de nombreux alliés, notamment Canadiens et britanniques. Depuis deux ans, la violence politique aux pays des aigles a fait 11 000 morts au total.

► Au Pakistan, des élections législatives ont pu se tenir le 18 mars dernier, malgré la multiplication des attentats kamikazes, assurant le succès des adversaires de l'actuel général président, Musharraf. Le nouveau premier ministre, Youssouf Raza Gilani, est un proche de la famille de Benazir Butho, liquidée à la suite d'un attentat suicide près d'Islamabad le 27 décembre 2007. Au cours des dix premières semaines de 2008, les attentats kamikazes ou à la voiture piégée ont tué près de 300 personnes au Pakistan.

Les Etats-Unis inquiets, à juste titre, pour l'avenir du pays et plus encore celui de son arsenal nucléaire, s'appuient sur l'armée et le président Musharraf réélu en novembre dans des circonstances discutables.

Les inquiétudes provoquées par l'Iran sont, de leur côté, loin de s'atténuer. Contrairement à l'avis des agences américaines de renseignements, rendu public en décembre 2007, le directeur général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), Mohamed El-Baradei, a présenté le 3 mars dernier un rapport exprimant de « sérieuses inquiétudes à l'égard des questions en suspens ». L'Agence a notamment confirmé qu'elle détenait maintenant des documents indiquant que Téhéran avait bien conduit des travaux de recherches clandestines sur la mise au point d'une ogive nucléaire.

► A la même date, le Conseil de l'ONU, à l'unanimité moins une voix (celle de l'Indonésie), a voté de nouvelles sanctions contre Téhéran qui s'ajoutent à celles adoptées en décembre 2006 et mars 2007 gelant les avoirs d'une liste d'officiels et d'entités iraniennes impliquées dans les programmes nucléaires et balistiques de Téhéran. La dernière résolution votée élargit cette liste à différentes personnes, à deux nouvelles banques et prévoit l'inspection de toutes les cargaisons aériennes et maritimes en provenance ou à destination de l'Iran. Elle décrète aussi un embargo commercial sur les biens et technologies à usage civil et militaire, susceptibles de servir à des fins nucléaires.

Enfin, au terme d'un ultimatum à l'adresse du gouvernement iranien, elle demande à l'AIEA, de faire un rapport sur l'enrichissement d'uranium pour le début de juillet 2008, dans l'hypothèse d'une éventuelle intervention militaire.

L'OTAN EN POSITION D'ATTENTE

Pour assurer leur commune sécurité dans notre monde imprévisible, les Occidentaux disposent de l'OTAN qui comprend aujourd'hui 26 Etats-membres dont deux grands pays américains : le Canada et les Etats-Unis, première puissance militaire et stratégique mondiale, avec des dépenses de sécurité-défense qui ont atteint 528 milliards 700 millions de dollars en 2006, soit une progression de 53,7 % par rapport à 1997. Pour le même budget de défense en % du PIB, l'estimation 2007 représente 4 % du PIB Américain, contre 1,3 en Allemagne ; 1,8 en Italie ; 1,9 en France, Pologne et Roumanie ; 2,3 au Royaume-Uni ; 2,7 en Turquie ; 2,8 en Grèce – tous pays membres de l'OTAN. Le poids des Etats-Unis, au sein de l'Alliance qui fêtera son 60^{ème} anniversaire en avril 2009, reste incomparable. Son « Sommet » annuel vient de se tenir à Bucarest du 2 au 4 avril. Le prochain, hautement symbolique, se tiendrait entre Strasbourg et Kehl. C'est à cette occasion que Nicolas Sarkozy compte solenniser le retour de la France dans l'organisation militaire intégrée de l'Alliance.

D'autres groupes de problèmes ont été discutés :

- l'Afghanistan où les Américains attendent de leurs alliés qu'ils s'impliquent plus.
- la réforme de l'OTAN (qui pourra être entreprise sous la prochaine présidence américaine).
- l'élargissement de l'OTAN et la question d'une nouvelle implantation de défense anti-missile, au cœur du continent européen.

Les Ukrainiens et les Géorgiens frapperaient avec insistance à la porte de l'OTAN. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, entre autres, ont contribué à freiner leur impatience, Moscou ayant fait savoir que la Russie considérerait d'un très mauvais œil ce projet.

. D'une part, les Ukrainiens sont en désaccord entre eux sur cette option, les Russophones de l'est ukrainien, contrairement au président Viktor Iouchtchenko, restant soucieux de maintenir d'étroites relations avec Moscou, même si, comme ils l'ont proclamé, ils « n'ont rien contre l'OTAN ».

. D'autre part, la Géorgie s'oppose au Kremlin sur divers contentieux à propos de ses propres minorités nationales, alors que la démocratie géorgienne elle-même doit être consolidée.

L'Ukraine et la Géorgie ont été invitées à prendre place dans le salon d'attente : le MAP, « plan d'action en vue de l'adhésion », où elles se retrouveront en compagnie de la Croatie, de l'Albanie et de la Macédoine en attendant peut-être qu'un jour la Serbie, le Kosovo et le Monténégro, viennent les rejoindre.

La question de l'implantation d'un système anti-missiles en République tchèque et en Pologne avec radars et intercepteurs adéquats, est destinée à faire face à une éventuelle attaque nucléaire surprise de l'Iran. Les partenaires des Etats-Unis sont d'accord mais les Russes ne l'entendent pas de cette oreille. Ils acceptent l'idée d'un « bouclier » mais ils exigent d'être partie prenante. « Ce qui pourrait nous convaincre que la Russie n'est pas visée », a déclaré Vladimir Poutine, le 7 avril en Crimée où il rencontrait George Bush pour la dernière fois « c'est la mise en œuvre d'un système global avec un accès égal et démocratique ». On ne voit pas ce que la démocratie vient faire là, mais la réserve russe est significative : la guerre froide est enterrée depuis longtemps mais la méfiance demeure. George Bush, certes, ne sera plus président lors du prochain sommet de l'OTAN, mais rien ne dit que Poutine, alors premier ministre de Medvedev, n'y escortera pas son poulain Dimitri, devenu, entre temps président de toutes les Russies, dans un fauteuil, le 2 mars dernier avec 70,2 % des voix.

La Russie aura un nouveau président au Kremlin le 7 mai, mais en même temps Poutine sera promu Premier ministre, avec autant d'aisance qu'il s'est fait élire président du parti majoritaire « Russie unie ». C'est pourquoi on a pu évoquer, déjà à maintes reprises, la Russie avec son « tsar à deux têtes », en admettant que ce couple d'un nouveau genre puisse durablement fonctionner. Vladimir a, en effet, régné sans partage sur la Russie depuis qu'il a été élu président le 16 juin 1999 ; il a renforcé le pouvoir central, rétabli l'hymne soviétique, tout en en modifiant les paroles ; il a mis fin à la révolte tchétchène et réintégré de force la Tchétchénie dans le giron russe ; il a été largement réélu à la présidence en mars 2004 après avoir signé en 2002 un traité avec Washington pour réduire les arsenaux nucléaires des deux tiers. Son parti « Russie unie » a gagné les législatives de décembre 2007 ; il a cessé d'appliquer le traité sur les forces conventionnelles en Europe pour protester contre le projet de bouclier antimissile américain sur le vieux continent. Par ailleurs, la magistrature poutinienne n'a pas été exempte de zones d'ombres. Mais le peuple russe lui a d'abord été reconnaissant d'avoir su améliorer la situation économique grâce aux exportations de pétrole, de gaz, de métaux qui représentent près de 80 % des revenus de l'Etat russe. La hausse des revenus est indéniable, même partiellement rongée par une inflation qui a frôlé en 2007 les 12 %.

Voilà... Pour en terminer sur ce point, je citerai un propos très subtile de Lilia Chetsova dans une interview qu'a publiée « Le Monde » des 2-3 mars 2008. : « En son temps, le général Potemkine, l'amant de Catherine II de Russie, avait construit des villages de carton-pâte, tout en façade, le long du trajet de sa maîtresse. Derrière la façade, c'était le vide. Aujourd'hui encore, la tradition du décor Potemkine est restée vivace ».

Quant au futur interlocuteur américain au sein de l'OTAN, pour le moment nous avons le choix entre Hillary Clinton, Barak Obama et John McCain. Seul ce dernier pilotera *grosso modo* une politique étrangère et militaire dans le sillage de celle de Bush, comme ses articles et déclarations permettent de le prévoir. Nous reparlerons des enjeux de l'élection américaine en temps voulu. Jusqu'à la nouvelle présidence des Etats-Unis, et même un peu au-delà, l'Alliance Atlantique restera en position d'attente.

OLYMPIADES ET TIBET : LE REVELATEUR CHINOIS

C'est dans ce contexte chargé d'incertitudes qu'a éclaté la crise tibétaine, avec en toile de fond, mais bien présents dans les esprits, les Jeux olympiques qui doivent se dérouler en Chine du 8 au 24 août, mettant en lumière la véritable nature du pays d'accueil.

La torche olympique a attisé la contestation contre le régime chinois à Londres, le 6 avril ; à Paris, le lendemain. A San Francisco le 9 pour éviter la virulence contestataire et les débordements, la police américaine a fait voyager la torche symbolique au pas de charge, selon un parcours inattendu, évitant les rassemblements pro et anti-Pékin, mais aussi ceux qui s'étaient déplacés sur le parcours annoncé pour l'apercevoir sont repartis « gros jean comme devant ».

En ce moment même, la flamme est à Islamabad ; demain elle sera à New Delhi, puis elle poursuivra son périple en Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Australie avant de faire le tour de l'Extrême-Orient, y compris Pyongyang, capitale du nauséabond régime nordiste coréen. Ainsi l'a voulu le CIO qui a dû admettre à Pékin le 10 avril qu'il traversait une crise.

A l'origine de ce tohu-bohu, le réquisitoire du Dalai Lama –« Boudha vivant » – âgé de 72 ans, prix Nobel de la Paix, qui le 14 mars, à Dharamsala, ville indienne où il vit en exil, a prononcé un sévère « réquisitoire » contre l'oppression et la répression dont est victime le Tibet, de la part des autorités chinoises. L'arrestation de dizaines de moines tibétains lui a fourni l'occasion

de condamner « les violations énormes et inimaginables des droits de l'homme au Tibet », confirmées par une répression sanglante qui aurait fait de nombreux morts, 13 selon Pékin, plus de 100 selon d'autres sources. La nouvelle s'est répandue dans le monde entier comme une traînée de poudre.

Le quatorzième Dalaï Lama est un personnage respecté dans la communauté internationale et pas seulement dans la mouvance bouddhiste.

D'entrée de jeu, le régime de Pékin a imposé la loi martiale, censuré les médias, dénoncé « la clique du Dalaï Lama », rappelant à l'opinion mondiale assoupie que, par sa manière même de s'exprimer, la Chine post-maoïste d'aujourd'hui est toujours un système totalitaire. L'idée d'un possible boycottage de l'ouverture des Jeux s'est donc diffusée comme une réplique à envisager dans la plupart des pays de l'Union européenne, aux Etats-Unis et au Canada.

George Brown, fidèle à ses ambivalences, a même déjà fait savoir qu'il ne participerait pas à l'ouverture des Jeux mais qu'il serait présent à la clôture. Angela Merkel a annoncé de son côté qu'elle ne ferait pas le voyage, en l'occurrence retenue par d'autres obligations, etc...

Pour beaucoup de pays, quand on se place au niveau des responsabilités d'Etat, le Tibet est plutôt « encombrant » alors que le gouvernement de Pékin a l'art et la manière de faire miroiter l'ampleur des « contrats commerciaux » qu'il est susceptible d'accorder, comme il le fit pour les technologies nucléaires d'Areva ou de refuser pour accorder ses faveurs à d'autres solliciteurs...

Nous avons rêvé, quant à nous, d'une éclatante prise de position commune des 27 Etats de l'Union européenne et de leurs institutions communautaires, au nom des 492 millions d'Européens de celle-ci, parlant « d'une seule voix », là encore et autrement que pour ne rien dire ! Mais ce n'était qu'un rêve. Voire l'expression d'un fantasme même si le Parlement européen a, sur un mode mineur, demandé à Pékin de s'engager dans un dialogue avec le Dalaï Lama, sans condition préalable, le 10 avril.

En fait, on ne voit même pas comment le bon Javier Solana, notre Haut-représentant pour la PESC, se dresserait sur ses ergots pour faire une leçon de morale au Dragon chinois *via* le camarade président Hu Jintao, qui vient d'entamer un nouveau mandat depuis le 15 mars, grâce à 99,7 % des voix des 2 965 délégués de l'Assemblée nationale populaire de Chine. C'est d'autant plus impensable que Hu Jintao est aussi le chef du plus grand parti communiste de tous les temps, même s'il utilise les outils du capitalisme, et se trouve au surplus être le patron des armées les plus nombreuses.

L'Union européenne n'est pas restée pour autant aphone... S'exprimant en tant que telle, lors d'une réunion de ses nombreux ministres des Affaires étrangères, dès le 29 mars, elle a lancé un appel à la modération et au dialogue sino-tibétain... A ce propos, Nicolas Sarkozy sera sans doute appelé à faire des choix le moment venu puisque, à partir du 1^{er} juillet prochain, il présidera l'Union européenne et devrait donc être aux premières loges au moment de l'ouverture des réjouissances olympiques.

Le cas chinois, quoique l'on pense de l'épisode des jeux, est emblématique, car il illustre à l'extrême les contradictions de notre univers contemporain.

La Chine est un mastodonte avec des milliers de kilomètres de frontière. Dans cet espace, habitent 1 milliard 380 millions de nos contemporains. Malgré le contrôle des naissances prescrit par les maoïstes, ils n'étaient « que » 700 millions à la fin des années 1960. Aujourd'hui, la Chine exporte trois fois plus qu'elle n'importe. En 2007, ses échanges avec le reste du monde ont dépassé les 2 000 milliards de dollars.

Premier atelier industriel de la planète, la Chine est aussi le premier pays émetteur de gaz à effet de serre de la planète. Au cours des seules huit dernières années, son produit national brut a augmenté de 77 % et son épargne finance, au moins en partie, l'endettement des Américains. Pourtant, il faut savoir qu'elle achète moins à l'Union européenne qu'à la Suisse.

Pour y vendre ses Airbus, EADS n'a eu d'autre choix que de construire des installations industrielles sur place. Les investissements directs étrangers ont d'ailleurs doublé entre janvier 2007 et janvier 2008, progressant de 109,8 %. Enfin, le continent africain est devenu son « partenaire majeur » pour l'accès aux ressources naturelles dont sa croissance boulimique se nourrit ; 31 % de son pétrole vient d'Afrique.

Autre aspect des choses, très important pour comprendre, le dragon incarne une des plus anciennes civilisations du monde, avec une remarquable continuité culturelle. L'histoire de la Chine dynastique remonte à environ 2200 ans avant Jésus-Christ. Les sujets des « fils du ciel » (souverains) ne sont devenus « Républicains » qu'en 1912 avec Sun Yat-Sen, pour basculer dans une République populaire » maoïste en 1949.

Depuis quelques années, le budget militaire conventionnel et nucléaire chinois bat aussi des records grâce à une croissance annuelle à deux chiffres. De plus, Pékin contrôle la riche région administrative de Hong-Kong, ancien fleuron de la couronne britannique (90 % des investissements de Hong-Kong sont placés en Chine) et vient de renouer avec les héritiers de la Chine nationaliste – la République de Chine fondée en 1949 à Formose, aujourd'hui « Taiwan » – pas plus tard que le 12 avril, lors d'une réunion économique régionale, le Forum de Boao pour l'Asie. Le président de la Chine populaire, Hu Jintao, a rencontré une délégation taïwanaise. Si, par ailleurs, le Maoïsme à l'état pur n'est plus vraiment d'actualité à Pékin, les Chinois sont néanmoins en train de l'exporter au Népal, à la faveur de l'abolition d'une monarchie himalayenne.

Le nationalisme chinois s'exprime par des revendications traditionnelles, à propos des îles Paracel et Spratley ; dans ses relations protectrices avec le Sin-Kiang, encore appelé Xinjiang (en fait l'ancien Turkestan chinois de religion musulmane) ; le voisinage des deux Mongolies (l'extérieure, indépendante – et l'intérieure, chinoise) ; la Corée du Nord, etc...

Mais le nationalisme chinois s'exprime aussi où que l'on se trouve. Par exemple, on oublie l'état de Singapour, véritable plaque tournante de l'Asie du sud-est, notamment par sa puissance portuaire qui compte 2 200 000 chinois sur 4 500 000 habitants. Il s'exprime par un sentiment d'appartenance à un grand peuple doté d'une culture plusieurs fois millénaire et qui n'admet pas de recevoir de leçons de qui que ce soit.

C'est pourquoi la Chine reste confiante à l'approche des Jeux, malgré les perplexités qu'ils ont pu susciter.

ET L'EUROPE ?

Et l'Europe, me direz-vous, l'Europe dans tout cela ? Où en est-elle, politiquement parlant ?

Sur le vieux continent, il y a pour l'essentiel, sous le projecteur de l'actualité, l'Union européenne et la zone balkanique qui n'a pas encore trouvé son point d'ancrage, avec :

la Croatie, cependant, dont on entrevoit l'adhésion à l'Union pour la fin de l'année prochaine ou en 2010 ;

la Serbie toujours en crise profonde, en l'attente de l'arbitrage de ses élections législatives prévues le 11 Mai ;

le Kosovo, qui vient de prendre, le 17 Février, son indépendance en sortant du giron serbe au grand dam de Belgrade ;

l'ex-République Yougoslave de Macédoine dont la Grèce conteste l'identité pour des raisons historiques qui remontent à Philippe de Macédoine ;

le Monténégro qui, lui aussi, a quitté le giron serbe, mais qui, pour ménager sa forte minorité serbe (26 % de la population), ne veut pas reconnaître le Kosovo, du moins pour le moment ;

la Bosnie-Herzégovine, puzzle d'ethnies qui se remet lentement de la terrible guerre civile qui l'a ravagée dans les années 1990 ;

l'Albanie, enfin, sortie du règne totalitaroïde d'Henver Hodja, en 1990, pour émerger, sans guère avoir eu le temps de respirer, dans la modernité.

Tous les pays de la mosaïque balkanique aspirent à rejoindre, un jour, l'Union européenne.

L'ARYM macédonienne a déjà le statut de candidat et vient de signer de nouveaux accords de partenariat.

La Bosnie-Herzégovine aspire à la signature d'un accord de stabilisation et d'association avec Bruxelles.

La Serbie qui n'a pas encore digéré l'affaire Kosovare n'a pas, pour le moment, répondu aux appels du pied de Bruxelles, mais s'y apprête d'une manière ou d'une autre.

L'Albanie fait des progrès dans la mise en œuvre de son propre accord de stabilisation et d'association (ASA) avec l'Union européenne.

Le Monténégro est confronté à la mise en œuvre de son propre ASA, mais le pays est handicapé par les fléaux de la corruption et du crime organisé.

Quant à la Commission de Bruxelles, elle fait ce qu'elle doit en dialoguant avec les uns et les autres ; et ce qu'elle peut en multipliant les projets de « feuilles de route ».

En attendant d'en savoir plus sur les prochains gîtes d'étapes balkaniques, des forces de l'OTAN, de l'Union Européenne et de l'ONU continuent de monter la garde en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine.

Le différend Serbo-kosovar est encore à vif. Dans la région Kosovare serbe de Mitrovica, des émeutes ont fait le 17 mars, 160 blessés et un mort. A Belgrade, de violentes manifestations s'étaient auparavant déroulées, avec la mise à sac de plusieurs ambassades. La Serbie propose désormais que le Kosovo soit divisé sur des bases ethniques. Le parlement du Kosovo, de son côté, a adopté le 9 Avril, une première constitution en tant qu'Etat indépendant, immédiatement qualifiée « d'illégale » par la Serbie. Les constituants ont garanti, au moins dans le texte, les droits des minorités et, en premier lieu, de la minorité serbe dont la langue est officiellement reconnue. Aujourd'hui, les serbes sont encore environ 120.000 au Kosovo, dont les deux tiers vivent enclavés sous la protection de forces internationales. L'enclave la plus importante, adossée aux frontières de la République de Serbie, est précisément celle de Mitrovica où les incidents les plus graves se sont déroulés. Les serbes de Bosnie-Herzégovine manifestent à leur tour en faveur de l'indépendance. Dmitri Medvedev est venu à Belgrade, le 25 Février, en tant que Premier ministre russe encore, pour déclarer « illégale » l'indépendance kosovare.

Est-ce le terme du chapitre des drames qui ont ensanglanté la Yougoslavie depuis la déclaration d'indépendance, le 22 Avril 1991, de cette Slovénie qui préside aujourd'hui jusqu'à fin Juin, l'Union européenne ? 22 Avril 1991 / 16 Avril 2008 : 17 années se sont écoulées...

Et l'Union européenne où en est-elle elle-même ?

- En Espagne, le Premier ministre sortant, le socialiste Zapatero, a remporté les élections législatives le 9 mars dernier, mais il devra gouverner avec une majorité parlementaire relative qui nécessitera, pour chaque vote important, de réunir une majorité ponctuelle.

- En Italie, le « Cavaliere » s'est assuré avec un éclat tout berlusconien la majorité à la Chambre et au Sénat. A l'âge de 72 ans, il va assumer un troisième mandat de Premier ministre, après avoir revu et corrigé son look grâce à la chirurgie esthétique, au bronzage artificiel et aux implants capillaires. Rien n'a été négligé... Il lui fallait mériter le qualificatif très médiatique « d'inoxydable ». Succédant à l'austère « professore » Romano Prodi, le milliardaire milanais a largement devancé son concurrent primordial – l'ancien Rédacteur en chef de « l'Unita », journal

du Parti communiste, qui est d'abord devenu le leader des « démocrates de gauche », puis des « démocrates », tout court, avec un très bon bilan à la Mairie de Rome. Comme l'indiquait un de nos magazines : « les italiens ont inventé un néologisme » pour le caractériser : le « buonisme ».

Comme Berlusconi et *a fortiori* Prodi qui a présidé consciencieusement la Commission, Walter Veltroni est un « européen », car en Italie tout le monde se veut et se dit « européen ». Tous les trois sont « Atlantistes », car en Italie tout le monde tient à l'Alliance avec les Etats-Unis. Mais il y a sur ces sujets des différences d'approche, d'expression, voire des dissimilarités sur tel ou tel point, par exemple avec le président « sénateur » Umberto Bossi et sa « Ligue du nord », populiste. Ainsi, le « Cavaliere » use de ses talents d'orateur quand il s'en prend à l'Euro et à la Banque centrale européenne, pour expliquer la nécessité d'éventuels sacrifices.

- Par ailleurs, l'Europe a appris avec soulagement le 20 mars dernier que la Belgique avait enfin un nouveau Premier ministre, après neuf mois de crise, en la personne de M. Yves Leterme, chrétien-social flamand. Mais les contentieux belges sont tels que les néerlandophones ont d'entrée de jeu fait savoir qu'au cas où ils n'auraient pas obtenu de nouvelles compétences, ils quitteraient le gouvernement pour se retirer sur l'Aventin flamand. A noter au passage que les alliés indépendantistes de M. Leterme ont refusé de participer à l'actuel gouvernement et ne lui laissent guère de marge de manœuvre.

Au fond, nos voisins d'Outre-quiévrin n'ont qu'un véritable intérêt politique en commun : l'Europe. C'est ainsi qu'après le Sénat, la Chambre des représentants du parlement fédéral a approuvé le Traité de Lisbonne le 10 avril par 116 voix contre 18, mais comme la mécanique horlogère de la politique belge est très compliquée, il faut encore que le projet de traité soit voté par sept assemblées régionales et communautaires, pour que l'on puisse dire « Ouf, ils ont ratifié » !

- En Pologne, à la suite d'un compromis avec le Gouvernement, la Diète a voté dès le 1^{er} avril en faveur du Traité de Lisbonne, par 384 voix contre 56. Néanmoins, l'opposition n'a pas lâché le morceau sans contrepartie. Elle a obtenu l'adoption ultérieure par le parlement polonais d'une résolution stipulant la supériorité de la Constitution polonaise sur la législation communautaire. De plus, le président de la République – le souverainiste Lech Kaczynski – doit accepter de signer la loi de ratification.

- En Irlande, seul pays des 27 Etats membres de l'UE où la ratification se fera par référendum – une soudaine crise politique a obligé le premier ministre, Bertie Ahern, proeuropéen notoire, à démissionner après dix années de pouvoir. Il a fallu lui trouver un successeur inopinément. Brian Cowen, ministre des finances, a accepté de lui succéder le 7 mai. C'est à celui-ci, moins au fait des débats européens, qu'il appartiendra dans un laps de temps très restreint de gagner l'échéance référendaire prévue pour le 12 juin.

- Au Royaume-Uni, la Chambre des Communes a donné son feu vert à la procédure de ratification parlementaire début mars, par 346 voix contre 206, puis le texte a été envoyé à la Chambre des Lords, malgré l'opposition forte des Tories et l'irascibilité de la presse populaire.

- En Hongrie, Slovaquie, Roumanie, Autriche, Slovaquie, ainsi qu'à Malte, le traité de Lisbonne a été ratifié d'ores et déjà, sans problèmes majeurs. L'assemblée nationale portugaise doit se prononcer, à son tour, le 23 avril.

- En France, la ratification s'est déroulée dans de bonnes conditions à l'Assemblée nationale le 5 février dernier (336 voix pour ; 52 contre ; 22 abstentions. Laurent Fabius et François Bayrou n'ont pas pris part au vote (!). Le Sénat a suivi la Chambre (265 voix pour ; 42 contre et 13 abstentions). La ratification française est devenue officielle le 14 février dernier avec sa publication au Journal officiel.

- Enfin, et pour mémoire, le Parlement européen a approuvé de son côté le traité de Lisbonne par 525 voix contre 115 et 29 abstentions le 20 février dernier. Jean-Guy Giraud, qui

suit attentivement ce dossier au Bureau du Parlement européen à Paris, a publié une très bonne analyse du traité le 19 mars dernier dans laquelle il met à juste titre en évidence les écueils que comporte dorénavant toute procédure de ratification d'une révision des traités communautaires par les 27 Etats membres. Avec l'arrivée envisagée des pays balkaniques, toute ratification nécessitera le vote d'une cinquantaine d'assemblées parlementaires, selon les structures des pays, nationales, fédérales et régionales liées à d'inévitables interférences de conflits politiques internes sans rapports directs avec l'adoption ou la révision des traités européens.

Ne devrait-on pas réfléchir dès maintenant très sérieusement à des procédures de révision simplifiées ?

• L'Union pour la Méditerranée

Tournons enfin nos regards vers la « mare nostrum » des Anciens...

L'idée d'une Union méditerranéenne dont Nicolas Sarkozy s'est fait le champion, est une idée *a priori* séduisante, mais qui n'est pas nouvelle. Le président de la République française ne peut l'ignorer, même s'il l'a présentée en lui donnant un coup de jeune.

Le lancement d'un partenariat euro-méditerranéen à Barcelone, sous l'impulsion de l'Espagne et de la France, entre quinze pays de l'Union européenne et douze pays méditerranéens, hors Union européenne, date de 1995. En 1996, on institua un « Fonds Meda ». En 2002, on instaura ce que l'on a appelé « facilité méditerranéenne d'investissement et de partenariat ». En 2007, un instrument financier de voisinage a pris le relais de « Meda ». Des crédits d'environ 11 milliards d'euros ont été dégagés pour la période 2007/2013, dont 2/3 pour le Sud et 1/3 pour les pays de l'Est. Ce processus communautaire n'a pas permis d'obtenir jusqu'à maintenant des résultats concluants, mais on ne peut ignorer ce qui a été fait et demeure toujours sous le nom de « processus de Barcelone ». C'est un premier point.

Les défenseurs du processus font valoir, malheureusement à juste titre, que les pays du Sud et de l'Ouest de la méditerranée n'ont guère favorisé le développement du processus de Barcelone. L'Orient méditerranéen est dominé par le conflit israélo-palestinien qui n'a pas diminué d'intensité et conditionne le comportement des Libanais et des Syriens.

D'autre part, fait remarquer un observateur aussi averti que l'éditorialiste de l'Agence Europe, Ferdinando Riccardi, « les pays tiers méditerranéens ont d'autres objectifs et d'autres visions qu'une Union où ils seraient soumis à des régimes uniformes, avec des règles analogues pour tous, alors que leurs ambitions diffèrent ».

Autre élément de défiance de la part de plusieurs partenaires de l'Union européenne, dont l'Allemagne : l'idée d'une Union méditerranéenne lancée par Nicolas Sarkozy au cours de sa campagne électorale, en février 2007 à Toulon, et développée en diverses circonstances consistant à « instituer un partenariat sur un pied d'égalité entre les pays du pourtour méditerranéen » étant entendu que l'Union serait fondée sur le principe de coopération avec une approche à géométrie variable. De plus, le véritable inspirateur du projet, Henri Guaino, Conseiller spécial de M. Sarkozy, est regardé avec une certaine méfiance dans les cercles européens ; il est en effet connu pour avoir voté non au traité de Maastricht en décembre 1991 et contre le projet d'une Constitution européenne.

Angela Merkel, tout particulièrement, a accueilli l'initiative de l'Elysée avec de véritables réticences et un brin d'inquiétude. Lorsque M. Guaino fut dépêché à Berlin pour s'expliquer, le 14 février dernier, il a reçu ce que l'on peut appeler un accueil glacial.

Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'état aux Affaires européennes, très écouté à Paris et à Bruxelles, a eu le mérite d'intervenir à bon escient pour remettre les pendules à l'heure. François Fillon dès le 19 février s'est rendu à Strasbourg pour s'expliquer devant le Parlement européen, et rassurer les eurodéputés sur l'évolution du projet. Puis le président français a eu un entretien décisif le 3 mars avec la Chancelière : « l'Union méditerranéenne » deviendra « l'Union

pour la Méditerranée ». Ce ne sera plus un projet destiné aux seuls pays riverains de la Grande Bleue. Il impliquera l'ensemble de l'Union européenne. Il fera évoluer le processus de Barcelone. Le président français a admis, pour sa part, avoir fait des concessions sur un sujet qui avait tendu les relations bilatérales au point que, selon certains responsables allemands, il avait été la principale cause du report au 9 juin d'un « sommet » franco-allemand informel qui devait se tenir en mars à Straubing en Bavière. La décision fut prise de saisir le Conseil européen prévu les 13 et 14 mars de cette nouvelle proposition franco-allemande qui a été entérinée dans ses grandes lignes. Reste à se mettre d'accord sur les modalités, notamment en évitant les doubles emplois avec ce qui est déjà entrepris par les instances communautaires depuis une vingtaine d'années.

Le lancement de « l'Union pour la Méditerranée » s'effectuera à Paris, à grand tralala, à la veille de notre Fête nationale. Les 27 Etats qui composent l'Union européenne seront invités de même qu'une dizaine de partenaires de la façade non européenne de la « mare nostrum ». La Commission européenne sera de la partie. L'Union pour la Méditerranée comportera une coprésidence, assurée conjointement par un Etat membre de l'UE et par un Etat non membre. Dans un premier temps, du moins, seuls les Etats européens riverains de la Méditerranée participeront à la rotation des présidences tous les deux ans. Le financement des projets sera assuré sur la partie du budget communautaire consacrée au processus de Barcelone, mais aussi hors du budget de l'UE. Pour l'heure, on demeure encore dans une sorte de flou.

De grands dialogues sont envisagés (sur les migrations, le développement, la santé, la dépollution de cet espace maritime merveilleux mais de plus en plus surpeuplé).

De grandes actions devraient suivre. Reste à savoir si une vraie volonté politique se manifesterait et sera matérialisée avec des moyens adéquats, notamment « tant que la question palestinienne n'aura pas trouvé un commencement de réponse ».

Irrésistiblement, en disant cela, la formule du Taciturne me revient à l'esprit : « il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

Paris, 16 avril 2008
Jean-Pierre GOUZY